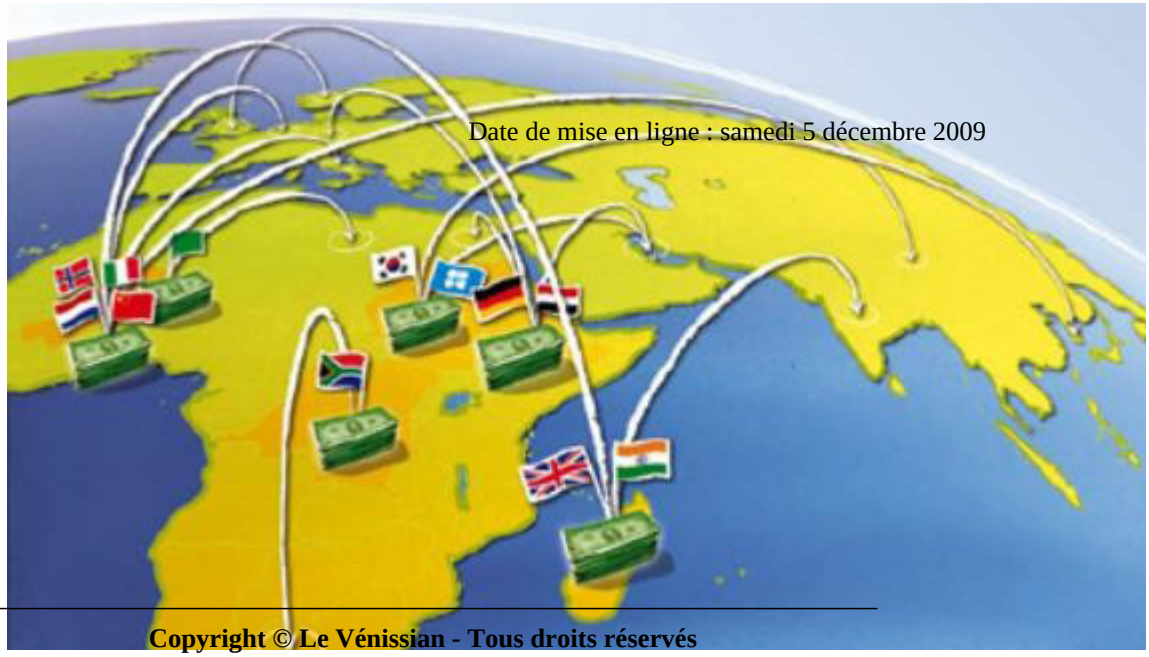
Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/L-accaparement-des-terres-et-la

L'accaparement des terres et la crise alimentaire mondiale

- Vie politique - Luttes et résistances -



Date de mise en ligne : samedi 5 décembre 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

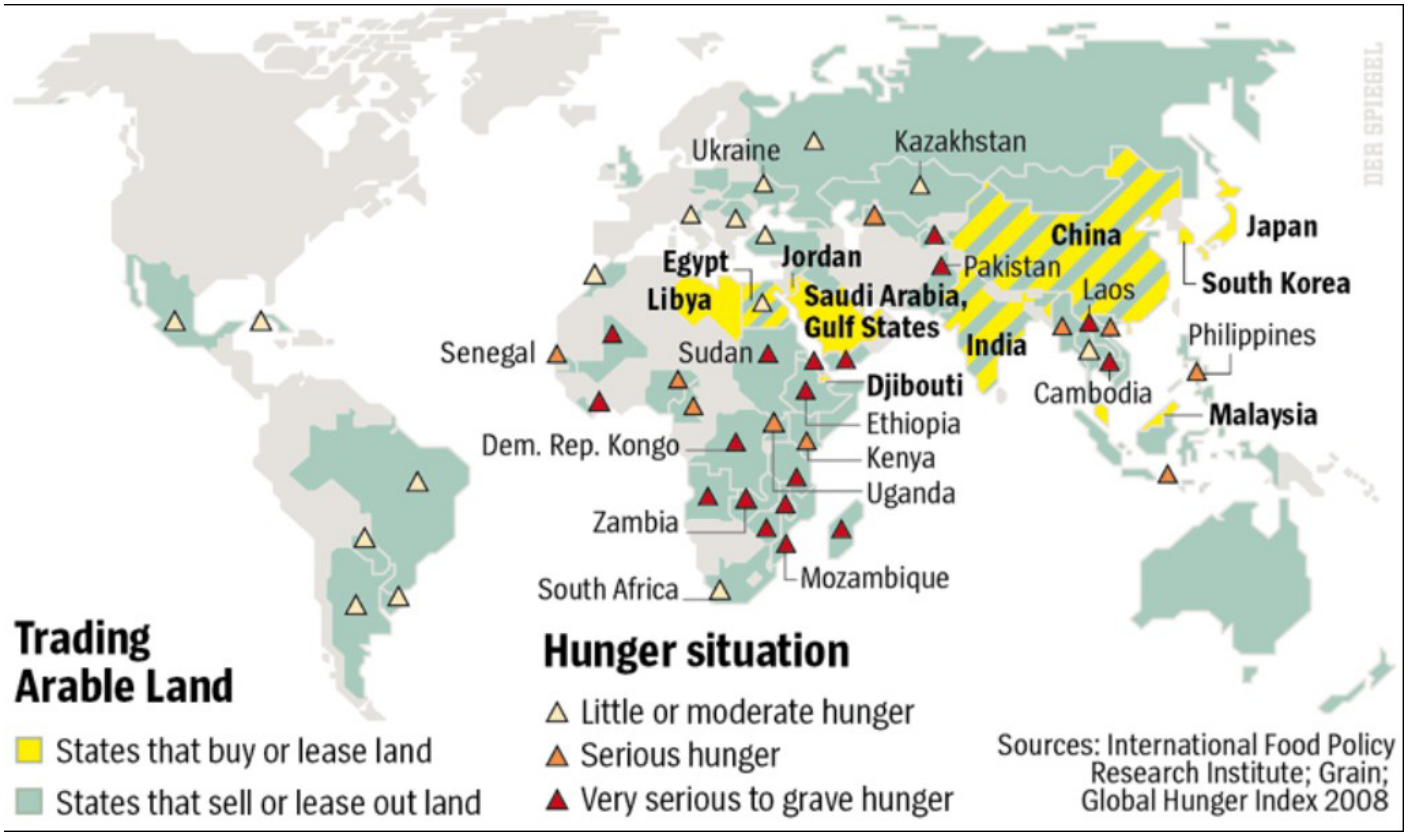
un article détaillé reçu par mail de JC Romettino et qui est une traduction d'un site anglais...

Ce dont nous parlons ici, c'est :
l'acquisition (location,concession, voire achat) par des multinationales ou des États de vastes zones cultivables (>10 000 ha) à l'étranger et à long terme (souvent 30-99 ans), pour produire des denrées de base destinées à l'exportation.

Un problème nouveau

- Crise alimentaire : "L'agriculture à l'étranger" est désormais vue comme une nouvelle stratégie de production par des gouvernements dépendants des importations
- Crise financière : Les terres deviennent une nouvelle source de bénéfices pour l'industrie de la finance
- Objectif : cultures vivrières, pas des mangues ni du café
- Plus de 50 pays ciblés par un millier de fonds d'investissement et une douzaine de gouvernements.
- Selon la Banque mondiale, depuis 2006, 50m ha - soit presque la moitié des terres cultivables de la Chine - ont été cédés ou font l'objet de négociations en Afrique, Asie, Amérique latine. Pour la FAO, 20m ha rien qu'en Afrique. Et nous sommes loin de tout savoir.
- Selon GRAIN,100 Mds.$US ont déjà été déboursés (50 milliards selon la Banque mondiale)
- En réalité, on est en pleine dynamique d'expansion et de restructuration de l'agrobusiness dans le Sud, avec de gros apports de capitaux du Sud (CNUCED : en 2008, 40% des investissements agricoles transfrontaliers étaient Sud-Sud)

Copyright © Le Vénissian



Des États et des entreprises, mais surtout le secteur privé.

Les États fournissent le soutien politique et facilitent les accords. Principaux gouvernements poussant à l'accaparement des terres pour assurer leur propre sécurité alimentaire : États du Golfe, Corée, Chine, Japon et Libye. En face (heureux de recevoir de l'argent en échange des terres) : Éthiopie, Soudan, Mali, Mozambique, Philippines, Pakistan, etc.

Mais ce sont les entreprises qui mènent les projets (de leur propre chef ou poussées par l'État). Mélange de firmes agro-alimentaires (production et commerce) et d'investisseurs financiers (fonds de couverture, de pension, de capital-risque, banques d'investissement, holdings, etc.

...

la suite dans le doc attaché...

Copyright © Le Vénissian